



DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA EDUCATION

Monsieur le Directeur Académique,

Madame la Secrétaire générale,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Tout d'abord, L'UNSA Éducation exprime son soutien au peuple ukrainien qui fait face à une invasion militaire de la Russie depuis le 24 février. Elle soutient toutes les initiatives qui visent à rétablir la paix et à garantir la sécurité de toutes et tous. Elle condamne les volontés expansionnistes de Vladimir Poutine. Il est urgent de mettre fin à cette guerre qui menace la sécurité de toute l'Europe.

Alors que nous pensions voir le bout du tunnel avec le Covid et respirer un peu, cette guerre replonge encore les jeunes dans une période pour le moins anxiogène.

Ainsi, l'UNSA Education aimerait savoir si des élèves directement impactés par ce conflit sont arrivés dans notre département et accueillis dans des établissements scolaires ? Des dispositifs d'accueil et d'intégration sont-ils envisagés ?

Malgré le Covid, et toutes les conséquences que cette période a pu entraîner sur les apprentissages, les dotations restent bien trop faibles pour les collèges. Les moyens prévus ne permettent pas d'envisager une rentrée sereine.

L'année dernière nous rappelions que les heures d'enseignement représentent des postes mais aussi des modalités d'accompagnement des élèves. Il est impossible avec 30 élèves d'organiser des débats en éducation morale et civique, d'utiliser les laboratoires de sciences, d'avoir des petits groupes en langues... Ces heures sont donc supprimées faute de dotations supplémentaires.

Nous constatons et dénonçons une nouvelle fois l'augmentation des heures supplémentaires. Ces HSA conduisent de plus en plus d'enseignants, tels des

pions, – pardon « excédents à placer » nous a-t-on expliqué - à un service partagé : 174 CSD sont prévus, alors que le nombre d'heures liées à la discipline serait bien souvent couvert sans heure à l'extérieur. Cela crée de vives tensions et désorganise la vie des établissements.

Dans ce contexte, pour les équipes, la seule marge de manœuvre possible est de renoncer aux dispositifs qui bénéficient à tous mais plus particulièrement aux élèves les plus fragiles. Pour L'UNSA Éducation il n'est pas acceptable de financer certaines mesures au détriment d'autres faute de moyens. Les familles les plus « résilientes » auront pu s'adapter à la pandémie mais pour beaucoup d'autres les dégâts seront parfois irréversibles.

Nous devons aujourd'hui voter une répartition des moyens. Nous reconnaissons les efforts accomplis par les collègues de la DOSEPP qui gèrent les ressources humaines mais la carte proposée ne permettra pas aux enseignants d'accueillir et de former correctement tous les jeunes collégiens. Cette carte est avant tout la solution la moins pire mais si on se place au niveau des collègues sur le terrain, les conditions de travail ne s'améliorent pas, le travail d'équipe est bien souvent réduit à « peau de chagrin » et les salaires n'évoluent pas.

Dans ce contexte, comment ces collègues pourraient – ils comprendre que nous acceptons cette situation ?

La posture gouvernementale actuelle s'avère aussi éloignée de la réalité telle qu'elle est mais aussi de la société telle qu'elle se dessine.

Enfin nous profitons de cette instance pour vous demander une nouvelle fois M. le Directeur académique si les décharges CHSCT seront encore annualisées à la rentrée prochaine ?

Nous vous remercions

Vos représentants UNSA Education : Nadège Buguet, Vincent Perrot